

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT BOULEVARD
KELLERMANN (DÉMÉNAGEMENTS)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 10 / 2023 en date du 15 mars 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Julien Harel, directeur du département des mobilités durables au sein de la direction générale adjointe des transitions écologiques au quotidien,

Vu la demande en date du 08 août 2023 de l'Entreprise TREMBLAYE Déménagements 53 demeurant 46 rue de Rome, 53000 LAVAL,

Considérant que l'exécution de deux déménagements au n°101 et au n°107 boulevard Kellermann nécessite la réglementation du stationnement sur la dite voie,

ARRÊTONS

Article 1^{er}

Le MERCREDI 23 AOÛT 2023, le stationnement des véhicules est interdit boulevard Kellermann, sur trois emplacements du parking, au plus près de l'entrée de l'immeuble n° 107.

Article 2

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par le déménageur chargé du déménagement et sous sa responsabilité.

Article 3

Les mesures de protection, de balisage du cheminement piétonnier sont mises en place par le demandeur chargé du déménagement et sous sa responsabilité.

Article 4

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début du déménagement afin de signaler ces dispositions aux usagers.

Article 5

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 6

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 7

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur des Espaces publics
et des travaux neufs de Laval et
de Laval Agglomération



A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned above the date stamp.

Affiché le : 1^{er} AOÛT 2023

Exécutoire le : 1^{er} AOÛT 2023